



RAPPORT D'ACTIVITES **2015**

pS-Eau

programme
Solidarité-Eau

Sommaire

1. Qui sommes-nous ?

Nos actions : comprendre, appuyer, partager	6
Une dynamique d'acteurs en réseau	7
Des valeurs, des principes d'intervention	9

2. Nos actions en 2015

Recherche et développement	11
Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale (CDNG)	15
Communication et plaidoyer	31

3. Budget et organisation

L'évolution des sources de financement	44
Le conseil d'administration du pS-Eau	46
L'équipe d'animation du pS-Eau en 2015	47

Laisser toute sa place à la solidarité

GVC



Réservoir d'eau collectif dans un camp informel de la Bekaa au Liban.

Le monde de l'eau et de la coopération ne peut échapper aux événements qui bouleversent les rapports entre les peuples et les nations. Alors que de grandes avancées se produisent au niveau mondial (adoption des Objectifs de Développement Durable avec un objectif Eau spécifique, ratification du pacte de Paris de lutte contre le changement climatique – premier accord universel jamais conclu adopté par les 195 pays de la communauté internationale), la solidarité entre les peuples est malmenée, les actions de coopération trop peu reconnues et encouragées.

Le contraste saisissant entre la réalité vécue par des millions de réfugiés et

le manque de partage des moyens nécessaires à la lutte contre les causes de ces migrations ne peut nous échapper. Pour un meilleur partage, la coopération économique est certes importante, car elle encourage pays émergents et entrepreneuriat à se développer, mais elle doit laisser toute sa place à la solidarité envers les nations pauvres et les milieux défavorisés.

Dans ce contexte, le pS-Eau s'est attaché cette année à poursuivre le renforcement de la solidarité pour l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous. D'abord et toujours par de l'appui-conseil aux porteurs de projets et aux décideurs de l'eau, en France

comme dans les pays en développement. Plus de 200 structures ont été conseillées, accompagnées, mises en relation entre elles et avec l'ensemble du monde de l'eau. Ce travail s'est accompli grâce à des outils d'information performants (site web, bases de données, livres électroniques, expositions, etc.).

Des formations ont été dispensées sur des sujets variés tels que la conception de projets, le suivi technique et financier, l'évaluation.

Le bilan 2015 de l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de l'eau montre la constance de cet engagement.

Les activités de plaidoyer ont été très intenses, que ce soit pour l'adoption d'un ODD spécifique à l'eau, la promotion du 1 % solidaire en France et en Europe, ou encore le leadership de la réflexion sur

l'assainissement et la coordination mondiale au Forum mondial de l'eau (FME) de Daegu, lancement des « Elu(e)s de l'eau » le 17 juin à Paris, reconnaissance par les Nations unies du caractère innovant du 1 % solidaire au FME.

La plus-value apportée par le réseau pS-Eau réside dans la force de ses membres et l'intelligence collective mise au service de chacun. C'est la qualité des réponses aux demandes, des plus terre-à-terre aux plus conceptuelles, qui constitue l'empreinte du pS-Eau et la reconnaissance de son rôle par l'ensemble de la coopération dans le domaine de l'eau. ●

Pierre-Marie Grondin,
directeur du pS-Eau



Qui sommes-nous ?



Nos actions

comprendre, appuyer, partager

Un réseau au service de la solidarité internationale
dans les domaines de l'eau et de l'assainissement

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens en charge de l'Environnement, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement.

Le pS-Eau a pour objectif d'accroître le nombre d'utilisateurs ayant accès à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène pérennes dans les Pays en Développement (PED), via le renforcement des actions de solidarité internationale. Il cible les acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale et leurs partenaires dans les PED. Il propose de renforcer leurs capacités à intervenir en solidarité internationale sur les secteurs eau, assainissement et hygiène, et de mieux mobiliser les différents moyens dont ils disposent.

Pour mener à bien cet objectif, le pS-Eau est structuré en 3 axes d'intervention (cf. encadré ci-contre).

Trois axes de travail

- **Innovation** : produire des études techniques et méthodologiques, animer des groupes de travail et des ateliers de formation.
- **Appui-conseil** : renforcer les capacités des acteurs de coopération (aide à la conception et au montage de projets, mise en relation avec des partenaires techniques et financiers, organisation de rencontres thématiques et géographiques).
- **Mobilisation** : diffuser des informations, encourager la solidarité pour l'eau et l'assainissement, porter la voix de ses membres dans les débats internationaux.



Une dynamique d'acteurs en réseau

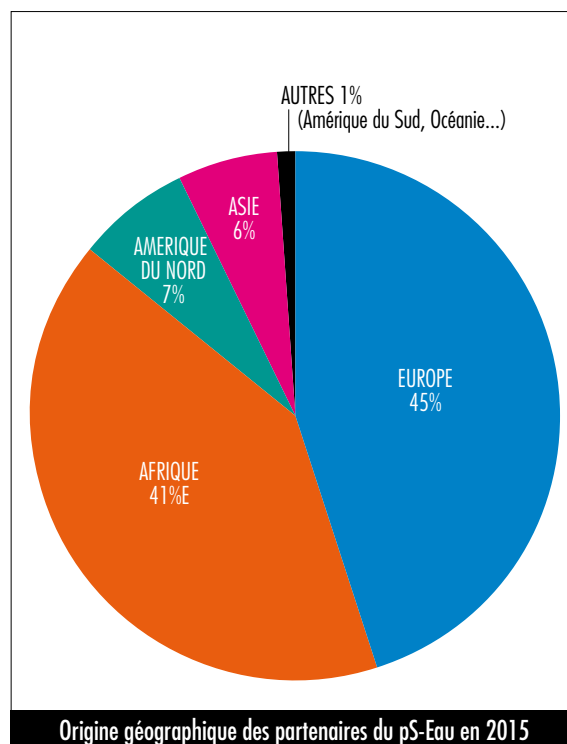
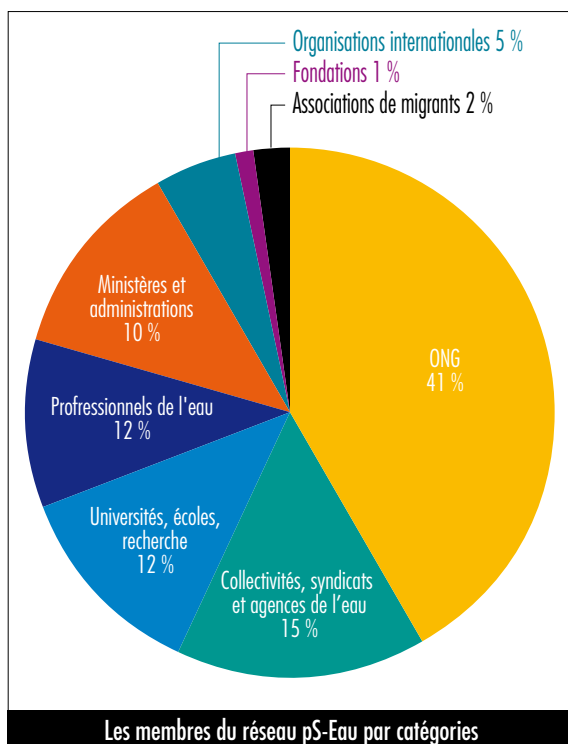
Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs français et internationaux, aussi bien des pays du Nord que du Sud, des acteurs non gouvernementaux que des coopérations bilatérales et multilatérales, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations, du plus modeste des acteurs aux porteurs de projets de plus grande envergure.

Le pS-Eau, une association de 100 membres représentatifs de la coopération française dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, est un réseau d'acteurs regroupant plus de 33 000 correspondants engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous.

Le pS-Eau est un réseau sectoriel multi-acteurs sans équivalent, ouvert à tous les organismes qui interviennent dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la solidarité, dans tous les pays : Etats et établissements sous tutelle, collectivités territoriales, agences de l'eau, organisations de solidarité internationale, associations de migrants, bureaux d'études, entreprises de l'eau, fondations, organismes de formation et de recherche, etc.

En 2015, l'association dispose de plus de 33 000 correspondants, répartis en deux catégories distinctes :

- les acteurs, parmi lesquels ses membres adhérents, avec qui le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues (appui-conseil personnalisé, implication dans des travaux de recherche menés par l'association, etc. ;



– les acteurs auprès desquels le pS-Eau diffuse régulièrement des informations ciblées en fonction de leurs activités (études de capitalisation, opportunités de financement, formations, etc.).

Les membres du réseau pS-Eau sont répartis à 86 % en Europe et en Afrique. De fait, les pays au cœur de l'activité du pS-Eau sont la France, où près de 13 000 contacts représentent 38 % du répertoire, et les pays d'Afrique de

l'Ouest, notamment, où 9 000 contacts identifiés constituent 26 % du répertoire.

En France comme en Afrique, les membres du réseau pS-Eau sont majoritairement des ONG, des associations de développement, et des collectivités locales. Cette configuration s'accorde au mandat fondateur du pS-Eau : l'appui aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

L'originalité et la plus-value du réseau pS-Eau résident avant tout dans la diversité des membres qui le constituent : il en résulte une capacité de mobilisation d'expertise et d'expériences qui couvre l'ensemble des thématiques liées à l'eau potable et à l'assainissement.

Des valeurs

des principes d'intervention

En provoquant des collaborations et des échanges, le pS-Eau permet de passer de la « bonne idée » ou de l'envie d'agir à un projet cohérent de coopération. Par la conduite de programmes innovants et l'accompagnement des acteurs de la solidarité dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau favorise de meilleures réponses aux demandes des pays les moins bien dotés dans ces domaines.

La charte du pS-Eau

L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur de l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, ainsi que de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies. Ainsi, les adhérents au pS-Eau partagent tous un ensemble de valeurs et d'objectifs communs :

- ❶ susciter l'implication et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau ;
- ❷ favoriser la formation et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau ;
- ❸ participer à l'élaboration et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour tous à une eau saine ;
- ❹ faciliter le financement de programmes et projets en faveur des populations les plus pauvres ;
- ❺ organiser la concertation entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique ;
- ❻ promouvoir la coopération dans le domaine de l'eau auprès des instances de décisions et du grand public ;
- ❼ proposer l'adoption de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour tous.

La diversité des initiatives de coopération internationale est une richesse que seule une large concertation peut enrichir et mettre en valeur.

The background is a solid blue color with a pattern of wavy, diagonal lines in a slightly darker shade of blue. A light blue, semi-transparent circle is positioned in the upper left quadrant, serving as a backdrop for the text.

Nos actions **en 2015**

Recherche & Développement

Améliorer la connaissance et la compréhension des enjeux du secteur de l'eau potable et de l'assainissement

Le pôle R&D du pS-Eau a pour but de mieux comprendre et d'améliorer l'accès à la connaissance pour les thématiques de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement, sur les aspects techniques, financiers, institutionnels, organisationnels et socio-économiques. Les activités du pôle R&D se déclinent autour de trois axes d'interventions :

- assurer une veille scientifique afin d'identifier les nouveaux enjeux pour les services d'eau potable et d'assainissement ;
- approfondir les connaissances par l'animation de groupes de travail thématiques et la conduite de programmes de recherche ;
- diffuser les enseignements de la recherche dans le cadre d'actions opérationnelles menées sur le terrain.

Revue bibliographique *Ressources*

Le n°4 de la revue bibliographique *Ressources*, présente une sélection d'ouvrages et d'articles issus de la littérature anglophone et francophone.

Christophe Le Jallé

Activités d'expérimentation *Test des normes ISO*

Depuis 2010, la ville de Parakou, au Bénin, s'est engagée avec l'appui de la ville d'Orléans dans la mise en œuvre de normes ISO.

Après avoir élaboré les plans d'actions correspondant aux normes ISO 24510 (amélioration et évaluation du service aux usagers) et ISO 24511 (gestion et évaluation des services d'assainissement), la mise en œuvre des normes ISO 24512 (gestion et évaluation des services d'eau potable) a été engagée en 2015, sur la

base d'une note méthodologique préparée par le pS-Eau.

Formations

Chaire ParisTech "Suez Environnement - eau pour tous"

Le pS-Eau est intervenu auprès de la chaire ParisTech "Suez Environnement - Eau pour tous" pour développer, en lien avec le Gret, le module « Comprendre et satisfaire la demande en assainissement », qui vise à fournir des outils pour une approche intégrée de la gestion et du développement des services d'assainissement. L'enseignement de ce module a eu lieu en février-mars 2015, à l'attention d'un petit groupe d'auditeurs francophones et anglophones issus d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Centre.

Christophe Le Jallé

Groupes de travail et publications

En 2015, différents groupes de travail ont été animés pour approfondir avec les acteurs français de coopération les problématiques auxquelles ils sont confrontés. Les échanges ont fait l'objet pour certaines thématiques de documents de capitalisation enrichis des expériences de chacun.

● Le suivi-évaluation adapté aux partenaires financiers

De nombreux financeurs de projets manifestent leur volonté d'améliorer leurs connaissances et de mieux apprécier la qualité des actions qu'ils financent. Pour répondre à cette préoccupation, le pS-Eau a constitué et animé un groupe de travail comprenant un noyau dur de 8 structures (4 collectivités, une fondation d'entreprise et 3 organismes publics), avec pour objectifs de :

- présenter l'intérêt des dispositifs de suivi-évaluation pour un partenaire financier et les décliner en outils ;
- échanger sur les pratiques, expériences et outils actuels ;
- formuler des recommandations applicables par les partenaires.

Ce groupe de travail s'est réuni deux fois au premier trimestre pour poursuivre réflexions et échanges. Le fruit de ces travaux en commun donnera lieu à la rédaction d'un document de recommandations à l'usage des partenaires financiers de projets Eau et Assainissement dans le courant de l'année 2016, suivie d'une restitution en atelier national.

Vincent Dussaux, Philippe Mouton



● Le pompage solaire : options techniques et retours d'expériences

Engagé dès 2014 en partenariat avec l'Arene IDF et en phase avec l'agenda international (COP 21), le travail collectif de capitalisation autour du recours à l'énergie solaire dans les projets d'accès à l'eau potable a été marqué par la publication du document « *Le pompage solaire : options techniques et retours d'expériences, des repères pour l'action* ».

La valorisation de ce document (6 000 téléchargements) s'est traduite par l'organisation de nombreux ateliers d'échanges portés par le pS-Eau et/ou les membres du groupe de travail : à Paris, le 17 septembre en collaboration avec l'ARENE IDF ; à Paris, le 2 octobre avec Electriciens sans frontières ; à Lyon, le 7 octobre en collaboration avec le Grand Lyon ; à Rennes, le 9 octobre avec l'association Ille-et Vilaine Mopti ; au Bourget, le 2 décembre lors de la COP 21 ; à Metz, le 10 décembre, en collaboration avec l'agence de l'eau Rhin-Meuse. Le pS-Eau reste mobilisé sur ces questions au sein du groupe de travail Eau et Energie du Partenariat Français pour l'Eau.

Guillaume Aubourg



● Renforcer la commune dans l'organisation des services d'eau potable et d'assainissement

Suite aux travaux de groupe sur la maîtrise d'ouvrage des services d'eau potable et d'assainissement, le pS-Eau a publié cette année le guide Renforcer la commune dans l'organisation des services d'eau potable et d'assainissement. Cette publication donne des repères aux acteurs engagés dans des programmes de coopération internationale pour qu'ils identifient les compétences transférées à l'échelon communal, évaluent celles à renforcer et définissent les modalités d'appui de leurs communes partenaires.

Pour sa rédaction, le pS-Eau s'est basé sur les contributions des membres du groupe de travail ainsi que de bien d'autres expériences de son réseau.

Béatrice Tournonnias

● Sensibilisation à l'hygiène et promotion de l'assainissement

Le guide *"Concevoir et mettre en œuvre une stratégie de sensibilisation à l'hygiène et de promotion de l'assainissement"* a été maquetté et imprimé en français et en anglais, puis largement diffusé.



● Changement climatique et services d'eau et d'assainissement

Le pS-Eau a engagé un groupe de travail portant sur l'analyse de l'interaction entre changement climatique et services d'eau et d'assainissement.

L'objectif de ce groupe était de :

- fournir aux acteurs du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène certains éléments de compréhension pour mieux prendre en compte le risque climatique dans le développement des services d'eau potable et d'assainissement ;
- contribuer à la réflexion sur la caractérisation des mesures d'atténuation et d'adaptation liées à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement.

Les travaux de ce groupe ont abouti à un document de travail dont l'objectif est de stimuler le débat.

Sylvette Milin, Christophe Le Jallé

Appui-conseil

Renforcer les compétences des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale (CDNG) dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement

En France comme dans les pays en développement, les acteurs locaux engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont de plus en plus nombreux et diversifiés. En France, la loi Oudin-Santini permet depuis 2005 l'implication de nombreux nouveaux acteurs (collectivités territoriales, agences de l'eau, associations, ONG, fondations, etc.) sur des projets de plus en plus ambitieux. L'efficacité globale des actions menées est étroitement liée :

- à la capacité des acteurs à concevoir, sélectionner et/ou mettre en œuvre des actions de qualité ;
- à la mise en cohérence de l'ensemble des actions, en particulier vis-à-vis des cadres sectoriels et stratégies de développement des pays d'intervention.

Les actions de l'équipe envers les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale ont donc continué en 2015 à répondre aux sollicitations des porteurs de projets. A également été poursuivi le développement des cadres de concertation pays, qui ont démontré leur pertinence ces dernières années.

Accompagnement des acteurs français de coopération

L'accompagnement des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement est le cœur du travail du pS-Eau. Il s'agit de renforcer la coopération de proximité, de la rendre plus efficace, plus cohérente avec les cadres d'intervention nationaux et compatible avec les aides multilatérales et bilatérales, dont elle constitue un complément indispensable.

Cet accompagnement vise les acteurs non gouvernementaux (associations de solidarité internationale, associations de migrants, ONG, collectivités territoriales et leurs groupements,

Activités menées dans le cadre de l'accompagnement des acteurs français

- Accueil (téléphone, mail, entretien) de près de 200 acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.
- Accompagnement de collectivités et acteurs associatifs pour solliciter les fonds de soutien publics ou privés et répondre aux appels à projets européens, nationaux et locaux.
- Accompagnement des acteurs (agence des microprojets, Grand Lyon, région urbaine de Bordeaux, Pays de la Loire) dans la mise en œuvre de leur fonds de soutien, notamment par un appui à l'instruction de projets.
- Travail d'accompagnement spécifique des associations de migrants, notamment d'origines malienne et sénégalaise.
- Organisation de réunions techniques à Paris et en régions, pour informer les acteurs sur certaines thématiques.
- Organisation de réunions d'information à destination des collectivités locales sur la mise en application de la loi Oudin-Santini et le pilotage de projets de coopération décentralisée.
- Participation aux groupes pays de Cités Unies France et apport de contributions sur les politiques sectorielles de l'eau et de l'assainissement dans différents pays.
- Elaboration de guides méthodologiques à l'attention des porteurs de projets.
- Organisation de formations pour renforcer les capacités des acteurs dans le domaine de l'eau et l'assainissement.

agences de l'eau, fondations), en tant que porteurs de projets ou en tant que partenaires financiers.

L'accompagnement des porteurs de projets peut se situer au niveau de la conception du projet (appui technique et méthodologique), au niveau du montage du projet (identifier les partenaires techniques et financiers, formuler une demande de financement), ou encore au niveau du suivi du projet et du suivi post-projet. L'accompagnement des partenaires financiers peut comprendre la définition d'une stratégie d'intervention (où intervenir, quelles actions financer...) et la façon de la mettre en œuvre (comment appliquer la loi Oudin, animer un comité d'instruction, évaluer un projet ex-ante...).



Forage équipé d'une pompe à motricité humaine à l'entrée du village d'Agomé Seva au Togo.

Outils et méthodes pour agir

• Formations

Le pS-Eau a consolidé son offre de formations sur le montage de projets d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Basées sur les principes de la pédagogie pour adulte, ces formations s'adaptent aux expériences des acteurs de solidarité internationale afin de renforcer leurs pratiques. Quizz, études de cas, visites ou débats, ponctuent des enseignements plus théoriques. En partenariat avec les réseaux régionaux multiacteurs et certains porteurs de projets, en 2015 une dizaine de formations ont été proposées dans toute la France.

Béatrice Tourlonnias



Visite de systèmes d'assainissement non collectif organisée avec Centraider et TDM à l'occasion d'une formation sur le montage de projet d'assainissement.

• Suivi-évaluation

En 2015, l'équipe du pS-Eau a mené 8 missions de suivi-évaluation de projets sur le terrain : 2 à Madagascar, 1 au Bénin, 3 au Sénégal, 2 au Mali.

Activités en régions

L'accompagnement des initiatives locales et l'animation à l'échelle des territoires et sous-bassins se sont poursuivis en 2015. Les partenariats engagés avec des collectivités et agences de l'eau ont été confirmés avec la Métropole de Lyon, la région Rhône-Alpes, la région Bretagne, les départements du Val-de-Marne et des Yvelines, les agences de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Adour-Garonne et Seine-Normandie, sur les territoires desquels des actions spécifiques ont été conduites et de nombreux acteurs accompagnés.

Bassin Loire-Bretagne

Le partenariat engagé fin 2014 avec la région Bretagne a porté ses fruits en 2015. De nombreuses activités ont été menées cette année sur le territoire breton entraînant l'émergence d'une dynamique régionale qu'il s'agira de consolider en 2016. L'objectif est double : favoriser la mobilisation des acteurs (élus, associations, entreprises...) et renforcer la qualité et la durabilité des opérations menées.

Les actions ci-après ont été développées dans le cadre de la plateforme régionale ABCIS (Acteurs bretons de Coopération internationale et de Solidarité), en lien avec les réseaux d'acteurs locaux à l'instar du Resia dans les Côtes d'Armor, de l'association Ille-et-Vilaine Mopti ou du département du Finistère :

Bassin Adour-Garonne

• Région Aquitaine

En 2015, dans le cadre d'un nouveau partenariat avec le réseau régional Cap Coopération, le pS-Eau a mené en région Aquitaine les activités suivantes :

- une formation méthodologique des acteurs de solidarité internationale à la conception d'un projet d'accès à l'eau. La demande des acteurs associatifs régionaux étant forte, deux sessions ont été organisées, la première en mars, la seconde en septembre dans les locaux de l'université de Talence ;
- une rencontre sur le secteur de l'eau et de l'assainissement à Madagascar, mobilisant les autorités malgaches et les acteurs du secteur s'est tenue dans le cadre du groupe pays Madagascar de Cap-Coopération ;
- un Jeudi du pS-Eau sur la thématique Eau et Changement climatique à Bordeaux.

• Région Midi-Pyrénées

Au cours de l'année 2015, la formalisation d'un partenariat avec le réseau régional multi-acteurs Midi-Pyrénées CoopDev' a permis le recrutement d'une volontaire en service civique pour assurer un relais du pS-Eau dans une région où il est encore peu connu.

Une volontaire en service civique est en poste pour une durée d'un an, sur financement de l'agence de l'eau Adour-Garonne. Ses principales missions sont : inciter de nouvelles collectivités à s'engager à travers l'organisation de réunions, relayer les demandes d'appui-conseil à l'équipe du pS-Eau et mettre en place des outils de communication pour mieux informer les acteurs midi-pyrénéens sur les dispositifs existants.

Sylvette Milin

Sophie Charpentier



- quatre élus bretons ont signé la Charte des Elus de l'Eau (cf. page 33 ;
- réalisation d'une version régionale de l'exposition Agir pour l'eau potable, réalisée dans le cadre de l'appel à projets de l'Année européenne pour le développement lancée par le ministère des Affaires étrangères et l'Union européenne ;
- organisation d'un atelier mobilisateur au Carrefour des Gestions Locales de l'Eau (CGLE) à Rennes, événement phare du secteur pour le Grand Ouest réunissant plus de 9 000 acteurs publics et privés du secteur de l'eau ;
- organisation de rencontres thématiques et géographiques à Rennes et Saint-Brieuc (l'assainissement au Burkina-Faso, le pompage solaire et le rôle des collectivités territoriales au Mali) ;
- organisation d'une formation sur le montage d'un projet dans la filière assainissement à Quimper ;
- contribution et la participation aux événements portés par les acteurs bretons ;
- appui-conseil individualisé aux acteurs et mise à disposition de documents.

Sylvette Milin

Bassin Rhône Méditerranée Corse

Le bassin Rhône-Méditerranée-Corse regroupe la quasi intégralité des territoires des régions Rhône- Alpes, Languedoc-Roussillon et Franche-Comté, l'intégralité de la région Paca et une partie de la région Bourgogne. Particulièrement dynamiques, ces territoires abritent un secteur associatif foisonnant (associations de bénévoles, comités de jumelage, associations de migrants, ONG spécialisées) et plus de 120 collectivités territoriales engagées sur des actions de coopération et de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Le pS-Eau est présent sur le bassin depuis 2007, pour accompagner cette dynamique territoriale. En 2009, l'antenne Lyon-Méditerranée a été créée pour offrir aux acteurs de coopération un appui de proximité de plus en plus affiné et adapté, et répondre au plus près de leurs attentes. Depuis 2012, elle compte deux salariés à temps plein.

La création de cette antenne à Lyon et la présence de salariés permanents du pS-Eau n'est possible que grâce aux partenariats initiés avec trois institutions particulièrement volontaires et impliquées en matière de coopération internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement : le Grand-Lyon, la région Rhône-Alpes et l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse.

Cette collaboration mutuelle, au service de la mobilisation des acteurs de coopération et du renforcement de leurs capacités d'agir, repose sur plusieurs axes structurants.

- **Accompagnement à l'élaboration de projets de coopération** : en appui-conseil individuel, ou collectif (formations méthodologiques à la conception de projets) : une cinquantaine d'acteurs accompagnés, 4 formations dispensées.
- **Animations locales** de promotion de la solidarité internationale et de la loi Oudin-Santini : 5 animations locales réalisées.
- **Mobilisation de collectivités** pour la mise en place d'une stratégie ou d'un projet de coopération : 7 collectivités mobilisées et accompagnées.
- **Ateliers d'échanges** d'expériences et de capitalisation des pratiques, avec entrée thématique ou géographique : 5 ateliers réalisés, dont 2 avec une entrée thématique (l'énergie solaire pour le pompage de l'eau ; la valorisation des sous-produits de l'assainissement) et 3 avec une entrée géographique (réunions d'information et d'échanges sur le secteur de l'eau et de l'assainissement au Sénégal, à Madagascar et au Bénin/Togo).
- **Une manifestation grand public** organisée à l'occasion de la Journée mondiale des Toilettes dans la Drôme.

La stratégie du pS-Eau pour conduire à bien ces multiples activités repose sur un rapprochement et un maillage resserré avec différents types d'acteurs et de structures présents sur ces territoires : collectivités, réseaux régionaux multi-acteurs d'appui à la coopération, associations, secteur privé, société civile, collectifs, ...

Sophie Charpentier

Philippe Mouton

Partenariats en Seine-Normandie

Présent de longue date en Seine-Normandie, le pS-Eau apporte un accompagnement de proximité aux initiatives des collectivités territoriales et des associations de solidarité du bassin. Il a formalisé des partenariats avec l'agence de l'eau et certaines collectivités.

• Partenariat avec l'agence de l'eau Seine-Normandie (AESN)

Plusieurs actions ont été réalisées en partenariat avec les directions territoriales de l'agence : identification et mobilisation d'élus de l'eau du bassin, organisation et participation à des rencontres d'information autour de l'eau et de l'assainissement, accompagnement des acteurs du bassin dans l'élaboration de projets de qualité et mise en relation avec l'agence.

• Partenariat avec le département du Val-de-Marne

Depuis plusieurs années, le pS-Eau et le Val-de-Marne travaillent en partenariat pour accompagner les acteurs val-de-marnais dans le montage de projets concernant l'eau potable et l'assainissement (appui-conseil individualisé, réunions d'information, diffusion de guides méthodologiques, etc.).

Le pS-Eau vient également en appui aux équipes du département dans leurs programmes eau et assainissement mis en œuvre avec leurs partenaires de coopération décentralisée au Vietnam, au Salvador, en Palestine et au Niger :

– organisation et animation d'une matinée d'échanges entre les agents du service des relations internationales et la direction des services Eau et Assainis-

sement autour de la thématique du renforcement à la maîtrise d'ouvrage de ces services (le 3 avril 2016 à Créteil) ;

– suivi plus approfondi du projet « Mise en œuvre de la stratégie d'hygiène et d'assainissement de la ville de Zinder », cofinancé par le conseil départemental du Val-de-Marne, la ville de Zinder, l'Union européenne, le SIAAP, l'agence de l'eau-Seine-Normandie (AESN). Le pS-Eau est impliqué dans ce projet pour capitaliser cette expérience. Les échanges ont débuté cette année sur la thématique de l'hygiène et de l'assainissement en milieu scolaire.

• Partenariat avec le département des Yvelines

Le pS-Eau a développé des activités spécifiques pour accompagner les acteurs yvelinois ainsi que les partenaires de coopération du département.

Au-delà de l'appui-conseil individualisé proposé aux associations et collectivités du département, une réunion thématique sur l'assainissement a été animée le 4 février 2015 avec la Mission coopération internationale, à Versailles. Le pS-Eau a également appuyé l'organisation et est intervenu lors de deux manifestations locales sur l'eau et l'assainissement (avec AGIR-abcd Yvelines, à Versailles le 15 janvier 2015 et avec Mali Médicament, à Saint Hilarion le 7 février 2015).

Le prochain programme d'activités s'est monté fin 2015 avec le groupement d'intérêt public « Yvelines coopération internationale et développement » (GIP – YCID), nouvellement créé.

Béatrice Turlonnias

Animation d'espaces de concertation sur des pays d'intervention privilégiés

Dans un objectif de partage d'expériences et de mise en cohérence des actions avec les cadres sectoriels nationaux des pays d'intervention, le pS-Eau anime des "réseaux-pays" sur les principaux territoires d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale française : Madagascar, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Bénin, Liban, Maroc, Océan Indien. L'animation de ces réseaux est réalisée en lien étroit avec les principaux acteurs intervenant dans chacun de ces pays : services techniques des Etats, associations de municipalités, SCAC, agences de coopération, ONG spécialisées, etc.

Pour chacun de ces réseaux, l'animation consiste à :

- assurer le recensement des acteurs intervenant dans le secteur (porteurs de projets, partenaires techniques et financiers, bureaux d'études et entreprises) et des projets menés. Ces informations sont collectées et mises à disposition dans une base de données accessible depuis le site web du pS-Eau. Ce recensement quantitatif est dans certains cas complété par une analyse qualitative des actions menées par la coopération décentralisée et non gouvernementale française, faisant l'objet de publications ;
- organiser des espaces d'échanges entre les intervenants, en France en présence de partenaires du Sud, et au Sud lorsque la demande le justifie ;
- assurer un dialogue régulier avec les autorités nationales en charge du secteur, axé sur la diffusion de la stratégie sectorielle nationale et sur la prise en compte et l'appui aux initiatives de la coopération décentralisée et non gouvernementale française ;
- diffuser régulièrement de l'information aux acteurs français intervenant dans le pays à travers des mailings, des newsletters régulières et la tenue à jour de pages web "pays" ;
- réaliser des outils spécifiques à un pays pour faciliter l'intervention dans le secteur : fiches et guides pays.

Sur les zones secondaires d'intervention de la coopération française, le pS-Eau assure également une veille sur les informations importantes et organise ponctuellement des réunions d'échanges ou des missions d'expertise en fonction de la demande (par exemple sur la Mauritanie, le Mexique et le Congo en 2014).

Les Fiches Pays

Les « fiches pays » présentent de manière synthétique les informations qu'il est essentiel de connaître avant d'intervenir dans le secteur eau et assainissement dans un pays donné. Une vingtaine de fiches sont désormais téléchargeables en ligne sur le site du pS-Eau :

- www.pseau.org/pays

Elles portent sur les principaux pays d'intervention des acteurs français de coopération (Bénin, Burkina Faso, Haïti, Madagascar, Mali, Maroc, Niger, Sénégal), mais aussi d'autres pays tels que Burundi, Cambodge, Cameroun, Congo, Equateur, Guinée, Laos, Mauritanie, Palestine, RDC, Togo, et sur des territoires de l'Océan Indien (Union des Comores, Grande Comore, Mohéli, Anjouan, La Réunion et Mayotte).

Un lien vers les pages du réseau RWSN, qui diffuse des informations sur des pays anglophones que nous connaissons moins, a également été créé afin de compléter cette gamme de ressources :

- www.rural-water-supply.net



Groupe de travail sur la qualité de l'eau, à Antananarivo en mars.

A MADAGASCAR

www.raneau.org

www.pseau.org/madagascar

Ran'eau : un réseau pour nouer des partenariats

Le programme d'activités du réseau Ran'Eau 2014-2016 a été établi par le Cite et le pS-Eau sur la base d'échanges avec les principaux acteurs du secteur en France et à Madagascar, en particulier la direction générale du ministère de l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène.

Liana Rajaonary a rejoint depuis avril 2015 l'équipe du Cite dans l'objectif de renforcer l'offre de service de Ran'Eau aux acteurs de l'eau malgaches.

Activités menées :

• Groupes techniques à Madagascar

Le 16 mars 2015, un groupe de travail sur la qualité de l'eau s'est réuni, en préparation de l'atelier Océan Indien des 17 et 18 mars, à Antananarivo. Les membres du groupe de travail se sont de nouveau rencontrés le 9 décembre, afin d'établir un calendrier de travail pour l'année 2016.

Une réunion du groupe de travail sur le suivi technique et financier des services d'eau potable a eu lieu à Manakara, le 7 octobre 2015.

• Ateliers d'échanges à Madagascar

– Un atelier sur les activités de sensibilisation au changement de comportement s'est tenu les 2 et 3 juin 2015, à Ampefy (région Itasy). Les débats, denses et animés, ont fait ressortir le besoin de mieux connaître les approches de chacun et de mettre à disposition une capitalisation en malgache permettant à chacun de s'insérer dans une stratégie nationale.

– L'atelier sur la tarification des services d'eau potable a été organisé à Manakara, les 8 et 9 octobre. Cet événement a été l'occasion de prendre connaissance d'initiatives adaptées aux spécificités du contexte local, mais également de mettre en lumière les nombreuses difficultés rencontrées, notamment la difficile application du cadre légal défini. L'atelier a été suivi d'une visite de projets sur le terrain.

– Quatre ateliers ont été organisés dans 4 antennes locales du Cite (Tuléar, Diego-Suarez, Mahajanga, Tamatave) afin de discuter des problématiques locales du secteur et déterminer les réponses à apporter en concertation avec les acteurs locaux et les directions régionales du ministère de l'Eau.

• Ateliers d'échanges en France

Le pS-Eau a organisé la venue en France d'une délégation malgache composée du Cite, de la secrétaire générale du ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène et d'un technicien de la région Haute-Matsiatra. La délégation a participé aux deux rencontres suivantes :

– à Bordeaux : le 26 juin, avec le réseau régional multiacteurs aquitain Cap Coopération, sur le secteur de l'eau et de l'assainissement à Madagascar ;

– à Lyon : le 23 juin 2015, le pS-Eau et le réseau régional multi-acteurs de Rhône-Alpes RESACCOOP ont organisé la rencontre nationale annuelle du réseau Ran'Eau en France.

• Mission d'évaluation à Madagascar

Une mission d'évaluation d'un projet mené par InterAide et cofinancé par Lyon Métropole a eu lieu les 10 et 11 octobre, à Ambahive et Ambalaroka (communes dans les environs de Manakara).

• Réunion institutionnelle

Exercice annuel incontournable, la réunion institutionnelle du réseau Ran'Eau organisée le 10 décembre à Antananarivo a rassemblé plus d'une cinquantaine d'acteurs. Il s'agit d'un rendez-vous important durant lequel un sujet d'actualité est discuté. Le bilan des activités et les perspectives du réseau sont ensuite présentés aux participants. La thématique retenue en 2015 était « Rôle et place des autorités locales dans la gestion des services E&A à Madagascar ».

Vincent Dussaux

Liana Rajaonary

Liana Rajaonary (rajaonary@pseau.org) a rejoint le pS-Eau en 2016.

AU BURKINA FASO

www.pseau.org/burkina

Faciliter les échanges, partager l'information

L'année 2015 a été marquée par la mise en place effective du réseau des acteurs de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso (Actea) qui s'est concrétisé par le recrutement d'un animateur en février (en partenariat avec la Maison de la coopération décentralisée (MCD)), la création d'un comité de pilotage en charge de définir les orientations stratégiques du réseau et la réalisation d'activités visant à fédérer les acteurs du secteur.

Un atelier d'échange d'expériences sur l'organisation des associations d'usagers de l'eau a ainsi été organisé au mois de mai dans la commune de Ziniaré. Une quarantaine de participants étaient présents pour débattre de leurs expériences respectives. Une visite de terrain a complété débats en plénière et travaux de groupes.

En juin, à l'occasion de la venue de partenaires burkinabè (une représentante de la direction de l'assainissement et le

Maison de la Coopération Décentralisée (MCD)



Retour d'expériences sur le fonctionnement des associations d'usagers de l'eau au Burkina, lors d'un atelier organisé à Ziniaré en mai 2015.

représentant de la commune de Kongoussi), le pS-Eau, en partenariat avec Cités-Unies France et le Résia, ont organisé 2 rencontres autour de l'assainissement total piloté par les communautés (ATPC) et de la délégation de gestion du service aux associations d'usagers de l'eau (AUE) les 16 et 19 juin, à Paris et à Saint-Brieuc.

Au total ce sont près de 100 participants qui ont assisté à ces rencontres et ont échangé avec la délégation de partenaires.

Les 2 newsletters envoyées en avril et novembre à l'ensemble du réseau d'acteurs intervenant dans les domaines de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso (soit environ 950 personnes) ont vocation à partager les actualités du secteur (évolution du cadre institutionnel, agenda, comptes rendus de rencontres susceptibles d'intéresser certains acteurs, etc.). Ces newsletters, outre l'amélioration du niveau d'information des uns et des autres, ont pour effet de renforcer également le sentiment d'appartenance à un réseau thématique et pour cette raison, sont particulièrement appréciées.

Parallèlement à ces activités, le pS-Eau a poursuivi son appui-conseil à destination des porteurs de projets : près d'une quinzaine d'associations situées sur l'ensemble du territoire français ont été accompagnées. De plus, la production et la diffusion d'informations relatives à l'actualité du secteur ont été relayées vers les acteurs basés en France et au Burkina Faso.

Sophie Charpentier



Rencontre le 8 juin à Paris, en présence de partenaires sénégalais et de nombreux acteurs de coopération décentralisée.

AU SÉNÉGAL

www.pseau.org/senegal

Répondre aux besoins des acteurs

La coopération décentralisée et non gouvernementale au Sénégal ne faiblit pas. On enregistre pour l'année 2015 de nouvelles opérations ambitieuses que le pS-Eau accompagne par :

- la diffusion d'une newsletter sur les actualités du secteur ;
- l'organisation d'espaces d'échanges et d'information en présence de partenaires sénégalais, notamment une rencontre nationale à Paris le 8 juin 2015, en présence du Pepam, de l'Ofor et de la direction de l'Assainissement qui a réuni près de 100 participants (collectivités, ONG, OSIM, bureaux d'études, etc.) ;
- l'appui-conseil individualisé aux porteurs de projets.

Le pS-Eau a contribué à l'organisation, en février, d'une mission de l'Office national de l'assainissement en France et de la direction de l'Environnement et de l'Assainissement, afin d'échanger autour de la tarification de l'assainissement industriel.

Le secteur de l'eau potable et de l'assainissement du Sénégal connaît d'importantes réformes, la décentralisation se renforce et la perspective des ODD exige d'ajuster les stratégies à ces nouveaux objectifs. Pour répondre à la pluralité des attentes, en France comme au Sénégal, liées aux enjeux du secteur et de la coopération dans ce contexte en mutation, le pS-Eau a mené une réflexion qui devrait aboutir à un dispositif d'animation renforcé sur ce pays en 2016 .

Sylvette Milin



AU MALI

www.pseau.org/mali

Accompagner acteurs locaux et diaspora

En 2015, le pS-Eau a mené un certain nombre d'activités avec les partenaires du réseau Mali :

- participation au Comité international du *Livre Bleu* et suivi du processus national en cours pour l'actualisation de l'état des lieux au Mali ;
- à l'occasion de la venue en France de Boubacar Macina, gérant du bureau d'études Aged2Aep, organisation de réunions avec une quinzaine d'associations en phase de mon-



tage de projets (études préalables, recherche de financement) ;

- accompagnement de très nombreuses associations de la diaspora, qui a abouti à l'organisation d'une commande groupée pour six études hydrogéologiques et au montage de plans de financement de projets d'AEP ;
- animation à Rennes, le 9 octobre, d'une rencontre autour des thématiques : "Comment intervenir en soutien aux autorités locales au Sahel ?" et "Eau et énergie, quelle place pour le pompage solaire dans les pays du Sud ?"
- conduite d'une mission en novembre, pour relancer la coordination avec les autorités nationales et de la région de Kayes, programmer la venue d'une délégation en France en 2016, effectuer l'évaluation de projets cofinancés par Lyon Métropole (à Kayes), participer à des visites avec l'équipe de Forage Mali (à Koulikouro) et poursuivre l'identification de compétences locales, notamment en hydrogéologie.

Guillaume Aubourg

Rencontre, en novembre, avec les élus de l'intercommunalité du Diombourou.

AU NIGER

www.pseau.org/niger

Maintenir les liens de coopération

Dans un contexte régional agité, les activités d'animation de réseau sur le Niger s'avèrent plus que jamais nécessaires pour garder et consolider les liens entre nos territoires de coopération.

Ces activités se sont poursuivies autour des axes suivants :

- diffusion d'informations auprès des acteurs français et nigériens, en particulier via les newsletters et pages Niger ;
- appui-conseil aux acteurs de coopération impliqués au Niger, notamment le département du Val-de-Marne et la ville de Zinder (voir page 20) ;
- organisation et animation d'une journée sur l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire (journée initialement prévue le 1er décembre, reportée le 14 janvier à Niamey). Comme chaque année, cette journée est l'occasion pour les acteurs de coopération d'échanger leurs expériences. Cette année le choix a été d'organiser la rencontre à Niamey pour permettre une large participation des partenaires nigériens qui ont été nombreux au rendez-vous.

Béatrice Tournonnias



Journée sur l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire, organisée le 14 janvier à Niamey, au Bénin.

AU BÉNIN

www.pseau.org/benin

Consolidation de la dynamique d'appui à de nouveaux projets de coopération

L'animation du réseau Bénin est confortée par la poursuite du programme MONO pour une durée de deux années supplémentaires. Soutenu par l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, ce programme comporte une composante d'appui au montage de nouveaux projets de coopération décentralisée entre collectivités/ONG françaises et collectivités béninoises implantées sur le bassin du MONO.

Une collaboration renforcée est à l'étude avec l'Association nationale des communes du Bénin (ANCB) pour initier un suivi rapproché des acteurs et initiatives en cours, mettre en place un cadre de promotion de la coopération décentralisée franco-béninoise sur les secteurs de l'eau et de l'assainissement.

En écho à cette dynamique, les activités régulières se sont poursuivies :

- 2 missions de terrain pour s’informer des dernières actualités du secteur et des enjeux prioritaires, préciser les pistes de collaboration potentielles avec des acteurs clés, assurer une mise à jour des connaissances sur l’état d’avancement des projets en cours ;
- enrichissement de la base de données du pS-Eau et la diffusion d’une newsletter ;
- accompagnement des acteurs français de coopération et des communes béninoises partenaires dans le montage de projets concernant les ressources en eau et l’accès aux services d’eau potable et d’assainissement (6 acteurs en cours d’accompagnement) ;
- organisation de deux réunions publiques d’information à Paris et à Lyon sur le secteur de l’eau potable et de la GIRE, en présence de deux acteurs institutionnels béninois de la direction générale de l’Eau (DGEau).

Philippe Mouton



Latrines surélevées dans le village lacustre de So Tchanhoué sur le lac Nokoué au Bénin.



Retenue collinaire au Nord Liban.

AU LIBAN

Renforcer les partenariats de coopération sur l’assainissement

L’année 2015 a été marquée par le renouvellement du partenariat du pS-Eau et du SIAAP pour le développement du secteur de l’assainissement au Liban. Celui-ci se décline en deux programmes :

- l’appui aux municipalités libanaises : le pS-Eau est signataire de la convention de coopération décentralisée liant le SIAAP et la ville de Nogent-sur-Marne avec trois fédérations de municipalités libanaises. Ce partenariat a pour objectif de renforcer les capacités des municipalités libanaises dans le domaine de l’assainissement ;
- la coopération décentralisée entre la ville de Beyrouth et le SIAAP : le pS-Eau participe à la valorisation et au partage d’expériences de la coopération autour de la stratégie assainissement du Grand Beyrouth.

Ces programmes sont mis en œuvre par une équipe composée du SIAAP, du bureau d’études Hydroconseil, de l’association libanaise Madina et du pS-Eau. Le pS-Eau a effectué trois missions sur place de suivi des programmes (juillet, septembre et novembre).

• Accompagnement de municipalités libanaises

- Appui à la municipalité de Beyrouth dans les discussions de concertation au sujet de la construction de la station d'épuration qui collectera les eaux usées de la partie nord de l'agglomération.
- Soutien à la fédération de municipalités de Rihan (sud du Liban) dans l'exploitation de leur station d'épuration des eaux polluées (Step) et sur le traitement des boues résiduelles.

• Accompagnement d'organisations françaises

- Coopération décentralisée Parc naturel régional des Pyrénées catalanes avec la Fédération de municipalités de Bcharré.
- Mise en place d'un partenariat de coopération décentralisée entre les villes de Noisy-le-Roi et de Bailly avec la municipalité libanaise d'Antoura.
- Recherche de complémentarités entre les coopérations du SIAAP avec Beyrouth et la métropole Nice Côte-d'Azur avec Bourj-Hammoud.

• Atelier et séminaire

- Organisation de l'atelier sur l'afflux de réfugiés au Liban et ses conséquences sur l'accès à l'eau et à l'assainissement (14 décembre au SIAAP). Accompagnement de la délégation libanaise lors de visites techniques dans une station de traitement du SIAAP ainsi qu'à Eau de Paris (compte rendu disponible sur le site du pS-Eau).
- Participation à l'organisation d'un séminaire national d'information sur les techniques d'assainissement naturel au Liban (22/03/2016).

• Capitalisation et études

- Participation à la réalisation d'une étude sur le processus de métropolisation des services d'assainissement à l'échelle du Grand Beyrouth.
- Réalisation d'une étude sur l'afflux de réfugiés au Liban et ses conséquences sur l'accès à l'eau et à l'assainissement. Un article sur ce sujet a été publié dans la lettre du pS-Eau n° 80 de mars 2016.

Vincent Dussaux

Claire Papin-Stammose

Claire Papin-Stammose (papin-stammose@pseau.org) a intégré le pS-Eau en 2016.



Station de traitement des eaux usées dans le Shouf, au sud du Liban.



Oasis d'Akka, au Maroc.

AU MAROC

www.pseau.org/maroc

Accroître les échanges entre acteurs français et marocains

Concernant l'animation du réseau Maroc, il était prévu en 2015 de tester la mise en place d'un partenariat avec un agent marocain pour accompagner les acteurs de ce pays. Cette dynamique est en cours. Une nouvelle étape a vu la mise en place d'un atelier sur l'eau lors des assises de la coopération franco-marocaine, qui auront lieu en 2016, et qui pourra permettre l'identification de nouvelles pistes de travail.

En partenariat avec le réseau Euromed France (REF), le pS-Eau a organisé un séminaire sur le risque climatique et l'accès à l'eau en Méditerranée (le 17 septembre 2015). Cette rencontre a permis de faire le point sur les enjeux liés à la ressource. Quelques recommandations ont été dégagées :

- **eau potable et assainissement** : aménagement des bassins versants, renforcement de la gestion de la demande en eau et de l'accompagnement des gestionnaires, capitalisation et échange des bonnes pratiques, développement de la formation aux métiers de l'eau... ;
- **sécurité alimentaire** : retour à une gestion locale, collective et intégrée de la ressource eau, soutien à l'agriculture familiale et aux pratiques durables, adaptation de l'agriculture aux territoires, développement des capacités technique ;

- **migration** : intégrer la planification urbaine et la gestion des risques dans les politiques d'adaptation, mettre en place des politiques d'accompagnement ;

- **gouvernance** : renforcement des connaissances des scientifiques et des gestionnaires au niveau local, mise en place d'un système d'alerte précoce pour les événements climatiques, sensibilisation et mobilisation des décideurs locaux, nationaux et internationaux, mise à l'agenda de la ressource eau dans tous les plans et stratégies de développement, renforcement de la concertation multi-acteur.

Ces pistes ont été portées lors de la COP 21, notamment sur le stand de Coordination Sud mais aussi auprès des négociateurs des pays méditerranéens. La diffusion électronique de la synthèse du séminaire a été adressée à plus de 3 600 destinataires.

Outre cette initiative, les activités régulières se sont poursuivies :

- capitalisation et diffusion d'informations : diffusion d'une lettre d'information Maroc, capitalisation de fiches projet ;
- réunion du réseau à Lyon le 24 février, en lien avec RESACCOOP, autour des questions de la gestion intégrée des ressources en eau ainsi que la gestion de la demande en eau. Un point d'information a pu être effectué sur ces deux notions et leur mise en œuvre au Maroc. Elles ont ensuite été débattues à travers la présentation de différents cas concrets ;
- accompagnement des acteurs français agissant au Maroc sur les questions d'accès à l'eau et à l'assainissement ;
- mobilisation des collectivités locales dans la mise en œuvre d'actions de solidarité dans le domaine de l'eau.

Christophe Brossé



Les 9 et 10 juin, séminaire à Mayotte sur le bilan de la première année d'existence du réseau Océan Indien.

DANS L'OCÉAN INDIEN

Entretenir la dynamique du réseau

Le pS-Eau Océan Indien via le réseau créé en 2014, a organisé un certain nombre d'ateliers en vue de renforcer la coopération inter-îles des acteurs de l'eau et l'assainissement. Le réseau OI a bénéficié du soutien du Sieam, de l'ARS, de l'AFD et de la préfecture de Mayotte :

- un atelier « Laboratoires d'analyse d'eau » s'est tenu du 17 au 18 mars 2015, à Madagascar. Les participants ont pu partager et réfléchir aux problématiques liées à la définition d'une stratégie pour le développement de l'offre d'analyse, à la manière d'améliorer la performance et la capacité d'analyse, et la manière de répondre à la demande des territoires ;
- un deuxième atelier organisé à la Réunion le 23 et 24 avril 2015, a porté sur la santé et l'hygiène afin de mettre en avant les enjeux concernant la protection de la ressource pour produire une eau de qualité, ainsi que la sensibilisation des populations à l'hygiène et au risque épidémiologique en cas de catastrophe naturelle ;

– le pS-Eau Océan Indien a coanimé à Mayotte, le 17 septembre, une journée d'information organisée par le CNFPT Mayotte sur l'assainissement non collectif. L'initiative pilote, portée par le réseau dans le cadre de la coopération sur cette thématique, a été présentée.

Le séminaire bilan de la première année d'existence du réseau Océan Indien, les 9 et 10 juin à Mayotte, a rassemblé une soixantaine de participants. Une visite de terrain a été organisée sur un système d'assainissement par Filtre Planté de Roseaux à écoulement vertical, en service depuis plus de dix ans. Ont également été présentés les outils mis en place par le réseau : création d'un portail dédié, trombinoscope, bibliothèque en ligne.

La mission de Grégoire Duband en poste auprès du Sieam depuis mi-2014 s'est arrêtée en janvier 2016.

Le programme Interreg Transfrontalier COI et Transnational Océan Indien validé par la Commission européenne devrait permettre le lancement des activités prévues par le réseau des acteurs réunionnais et mahorais dès l'approbation de son financement. La préfecture de Mayotte est l'interlocuteur du programme.

Le rapport d'activités 2014-2015 est disponible en ligne sur le site du pS-Eau.

Vincent Dussaux

Pierre-Marie Grondin

Communication et plaidoyer

Créer et diffuser des outils, animer des débats, accroître la mobilisation des acteurs locaux

En complément de l'appui apporté aux porteurs de projets et des efforts de production de connaissances, le pS-Eau mène également des activités de sensibilisation et de diffusion de l'information pour encourager un plus grand nombre d'acteurs à se mobiliser et à porter des messages forts au sein des débats nationaux et internationaux. Ces activités de communication jouent un rôle transversal prépondérant pour faire connaître largement nos ressources et nos outils auprès d'une large diversité d'acteurs, pour valoriser les expériences intéressantes, diffuser les enseignements de la recherche et promouvoir la solidarité internationale.

Promotion de la coopération décentralisée et de la loi Oudin-Santini

Afin d'accroître la mobilisation de la solidarité internationale (tant en nombre d'acteurs qu'en volumes financiers mobilisés), une partie des activités menées par le pS-Eau vise à sensibiliser les acteurs potentiels à s'engager dans le financement d'actions visant les secteurs de l'eau et de l'assainissement. Cette sensibilisation s'effectue de différentes manières :

- organisation de réunions pour sensibiliser les collectivités territoriales non impliquées à ce jour sur les bénéfices d'un engagement dans la solidarité internationale ;
- participation à des conférences, tables rondes, etc., organisées par des partenaires pour présenter les enjeux liés à l'eau potable et à l'assainissement auprès de publics variés (élus, acteurs associatifs, universitaires, scolaires...) tant en France qu'à l'étranger ;
- production et diffusion d'outils de communication et de sensibilisation ;
- contribution aux débats internationaux sur les enjeux du secteur de l'eau potable et de l'assainissement et plaidoyer auprès des instances nationales et européennes.

Mobilisation des acteurs français

• Anniversaire de la loi Oudin-Santini et lancement de la campagne des Elu(e)s de l'eau

A l'occasion des 10 ans de la loi Oudin-Santini, le pS-Eau a organisé un événement le 17 juin 2015 à Paris intitulé « Anniversaire de la loi Oudin-Santini, 10 ans de partenariats solidaires et structurants ».

L'évènement s'est ouvert sur une conférence-débat à l'occasion de laquelle les principaux résultats de l'étude « 10 ans de la loi Oudin-Santini - Bilan du dispositif et analyse des actions financées via le 1 % et la coopération décentralisée » ont été présentés. Dans le contexte de cet anniversaire, le pS-Eau a jugé opportun de capitaliser les données disponibles sur les actions financées via ce dispositif, et de dresser un bilan global de cette dynamique et de ses impacts sur la coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Les discussions ont également interrogé les perspectives de la solidarité pour l'eau.

La journée s'est conclue par le lancement de la campagne des « Elu(e)s de l'eau », par laquelle des élus locaux français très impliqués en solidarité dans le domaine de l'eau et de l'assainissement se sont engagés à se faire ambassadeur de cette cause dans leurs réseaux et à mobiliser de nouvelles collectivités.

Depuis cet événement, une quarantaine d'élus locaux ont signé la Charte des Elu(e)s de l'eau et se mobilisent aux côtés du pS-Eau.

• www.pseau.org/fr/1pourcent/10ans

Aïssatou N'Diaye-Sydney

Aïssatou N'Diaye-Sydney a intégré le pS-Eau en 2016 :
ndiaye@pseau.org • 01 53 34 91 29



Jacques Oudin et André Santini, co-porteurs de la loi sur le 1 % pour l'eau.



Signature de la Charte des Élus de l'eau.



Campagne les Élus de l'eau

Les « élus de l'eau » est une campagne portée par le pS-Eau et ses partenaires, en vue de susciter davantage d'engagement pour la coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

L'objectif est de proposer à des élus très engagés en coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, de devenir « élu de l'eau », c'est-à-dire ambassadeur de la coopération décentralisée dans ce domaine pour sensibiliser et mobiliser d'autres élus de leur entourage.

Les principes clés sont la mobilisation « par les pairs » et « par l'exemple », selon la conviction que :

- personne n'est mieux placé qu'un élu pour convaincre un autre élu ;
- l'exemple, le vécu, l'expérience sont les meilleurs arguments pour convaincre.

La démarche des « élus de l'eau » consiste à valoriser l'engagement et les actions des collectivités locales françaises, une démarche d'échanges d'expériences, de rapprochement qui dépasse les clivages politiques et rassemble des élus solidaires autour de valeurs communes et d'un droit humain universel.

C'est aussi l'occasion de valoriser les actions de la collectivité auprès de ses citoyens et de les sensibiliser à la solidarité internationale ainsi qu'à l'ensemble des impacts positifs que leur apporte le partenariat entre les territoires.

- www.pseau.org/fr/elus-de-leau



Signature de la Charte par Jean Launay, député du Lot, administrateur de l'agence de l'eau Adour-Garonne. À gauche, Pierre-Marie Grondin.



Célia Blauel, maire adjointe de Paris, lors de la clôture de la cérémonie.

Production d'outils de sensibilisation des dynamiques locales

• Livret interactif régional Centre Val de Loire

Après les premières versions nationale et rhônalpine (mise à jour en 2015), le livret interactif existe désormais en région Centre Val de Loire. Réalisé dans le cadre de l'Année européenne pour le développement (UE-MAEDI) et en partenariat avec Centraider, cet outil entièrement consultable en ligne et enrichi de vidéos, apporte un éclairage nouveau sur l'action extérieure des collectivités et la solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement.

Il propose des interviews d'acteurs engagés, des cartes, des outils pratiques (modèles de conventions, délibération, textes de lois, etc.), une Foire aux Questions sur la loi Oudin. Il complète Le guide de l'action extérieure des collectivités territoriales pour l'eau et l'assainissement (mis à jour en 2014).

• www.pseau-centraidersolidarite-eaucentre-val-de-loire.org/



• Participation à la promotion du "1 % déchets"

Inspiré du mécanisme de la loi Oudin-Santini, un nouveau dispositif de financement « 1 % déchets » a été mis en place en 2014. Le pS-Eau participe au comité technique animé par le réseau Amorce (un réseau des collectivités et entreprises impliquées dans la gestion des déchets). Ce comité rassemble des collectivités et leurs réseaux (le Grand Lyon, la Ville de Paris, CUF et Amorce), des associations de solidarité (Gevalor, Cefrepade, Enda, Gret, etc.) et des partenaires techniques et financiers (AFD, Ademe). Le pS-Eau apporte son expérience en termes de mobilisation et d'accompagnement des acteurs de coopération sur ce type de dispositif.

L'un des premiers résultats de ce comité a été l'élaboration et la diffusion en 2015 d'une plaquette d'information destinée aux collectivités et syndicats impliqués dans la collecte et le traitement des déchets. Ce document synthétique informe sur les enjeux de ce secteur dans les pays du Sud et sur les possibilités de s'engager.



Béatrice Tournonnias

L'exposition « Agir pour l'accès à l'eau potable » en Bretagne

A l'image de la version rhônalpine réalisée en 2014, une nouvelle version de l'exposition « Agir pour l'accès à l'eau potable » est désormais disponible en Bretagne.

Outils de sensibilisation sur les raisons et les possibilités d'agir pour l'accès à l'eau potable, l'exposition présente dans les deux derniers panneaux le dynamisme des collectivités et associations bretonnes.

L'exposition Bretagne a été réalisée dans le cadre de l'Année européenne pour le développement (UE-MAEDI). Elle est disponible en format kakémono 8 x 200 cm et sous format de posters 30 x 59cm (11 affiches).

En Rhône-Alpes, le pS-Eau a mis l'exposition à disposition de 2 associations et 3 collectivités.



Exposition Bretagne au Carrefour de la Gestion locale de l'eau à Rennes





• Promotion du principe du 1 % solidaire en Europe

La promotion du principe du 1 % s'est poursuivie tout au long de l'année 2015, d'une part par des entretiens avec la direction générale Développement et Coopération de la Commission européenne (DG-DEVCO) et la tenue d'une réunion en mars, pour mettre en avant les financements innovants dans les processus d'appui vis-à-vis des PED.

L'atelier «Innovative partnerships and financing mechanisms - A means to deliver better access to drinking water and sanitation in developing countries», qui s'est tenu dans ce cadre à Bruxelles le 10 mars, a été organisé par la Commission européenne et European Policy Centre (ECP), avec la participation du pS-Eau.

Les activités de plaidoyer ont aussi été développées avec les députés européens, notamment avec Solidarité Eau Eu-

rope (SEE) et le Conseil de l'Europe pour pousser à l'adoption de dispositifs similaires dans l'ensemble des pays européens ; la création de Global Water Solidarity (GWS) hébergé par les Nations unies à Genève a aidé à cette reconnaissance par les pays de l'UE.

Sur son site internet, le pS-Eau met à disposition des informations (régulièrement mises à jour) concernant le 1 % solidaire pour l'eau en Europe. Il a également créé un site dédié à ce sujet, confié au SEE qui pilote désormais la plateforme européenne des financements solidaires. En 2015, le pS-Eau a mis en ligne un livret électronique en anglais présentant la coopération décentralisée française et le mécanisme de 1 %, illustrés par des témoignages et des exemples de projets en vidéo.

Deux études en faveur de la solidarité avec les collectivités de l'Europe centrale et orientale ont été réalisées :

- « Note sur le cadre européen relatif à l'encouragement de la fourniture des services d'eau et d'assainissement par les collectivités locales », par Béatrice Weinberg pour le pS-Eau, janvier 2015 ;

- « Financements en Europe centrale et orientale pour l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous », par Jacques Grelot pour le pS-Eau, mars 2015.

En mars 2015, à l'occasion du Forum mondial de l'eau (FME) à Daegu en Corée, le GWS a remis au pS-Eau un certificat des Nations unies soulignant le caractère exemplaire du 1 % solidaire de la loi Oudin-Santini et de sa mise en œuvre, lors d'une cérémonie organisée sur l'Espace France.

www.pseau.org/1pourcent

Pierre Marie Grondin

Contribution aux échanges sur la scène internationale

Christophe Le Jallé

• 7^e Forum mondial de l'eau

En tant que coordinateur du thème Assainissement, le pS-Eau a été activement impliqué au second semestre 2014 et au 1^{er} trimestre 2015, tant pour la coordination des cinq groupes travaillant sur ce thème, que pour des réunions de coordination et des réunions préparatoires (PrepCom) pour le processus ministériel du Forum.

La question de l'assainissement a ainsi fait l'objet d'un thème spécifique qui a permis d'aborder de manière approfondie l'ensemble de cette problématique : l'accès aux toilettes et le droit à l'assainissement, la gestion des boues de vidange pour la filière assainissement autonome, l'évacuation et le traitement des eaux usées, la réutilisation et la valorisation des sous-produits, et l'insertion de l'ensemble de cette réflexion dans le développement urbain. Les processus préparatoires à ce thème ont mobilisé une grande diversité d'acteurs de tous les continents et les sessions ont rassemblé de nombreux participants.

Durant le Forum, le pS-Eau a également été très présent sur l'espace France (apprécié de tous) et a participé à de

nombreuses sessions parallèles qui y étaient organisées. L'ambassadeur à l'Environnement, M. Xavier Sticker, a fait plusieurs interventions sur l'espace France, dont une remarquée sur la solidarité dans le domaine de l'eau et la reconnaissance par les Nations unies (certificat du GWS) du caractère innovant et exemplaire de l'initiative française du 1 % de la loi Oudin-Santini.

www.pseau.org/fr/fme7

<http://eng.worldwaterforum.org>

• Africasan

Du 25 au 27 mai, s'est tenue à Dakar la 4^e édition de la conférence Africasan organisée par le Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW) et le gouvernement du Sénégal, hôte de cette rencontre. Le slogan de cette édition était « Faire de l'assainissement pour tous une réalité en Afrique ».

Durant cette conférence, les pays ont fait le point et mis à jour leurs feuilles de route et leurs engagements pris lors de la 2^e conférence Africasan. Une cinquantaine de sessions officielles et événements parallèles ont permis de partager les expériences.

A l'issue de ces travaux, les ministres africains ont adopté la « déclaration de Ngor » qui rappelle en préambule l'ampleur de la tâche qui reste à relever pour l'assainissement pour tous en Afrique.

www.africasan.com/





• Groupe de travail Assainissement et contribution aux débats sur l'agenda post-2015

Le pS-Eau poursuit l'animation du groupe de travail « Assainissement » du Partenariat Français pour l'Eau (PFE). Il participe aussi très activement aux groupes de travail "Accès à l'eau" et "Post-2015".

Le pS-Eau a participé aux consultations organisées par le ministère français des Affaires étrangères, mobilisé les membres du réseau pS-Eau pour soutenir un objectif Eau et assainissement et contribué aux propositions élaborées au sein du PFE à l'attention du ministère français des Affaires étrangères.

• Semaine mondiale de l'eau à Stockholm

Le pS-Eau a participé à la Semaine mondiale de l'eau, rencontre qui rassemble chaque année la communauté de l'eau à Stockholm. Elle s'est tenue du 23 au 28 août, avec pour thème « Eau pour le développement », à quelques semaines de l'adoption par l'assemblée générale des Nations unies des objectifs de développement durable (ODD).

La question des ODD a fait l'objet de nombreux débats, tant pour rappeler leur contenu et leurs cibles vis-à-vis du secteur de l'eau, que pour débattre des indicateurs en cours de construction ou du mécanisme de suivi des composantes Eau.

L'assainissement prend désormais une place réelle dans les débats de la semaine de Stockholm. Plus de 10 sessions ciblaient cette question, tant en termes de financement, d'articulation entre assainissement et autres services urbains, de

défi vis-à-vis du monde rural, que de leçons tirées de diverses approches (ATPC, assainissement dans les écoles, etc.).

• www.worldwaterweek.org/

• III^e congrès mondial des partenariats entre opérateurs de l'eau (WOP) et assemblée générale du GWOPA

GWOPA (Global Water Operators Partnership Alliance) a organisé un congrès mondial des partenariats entre opérateurs de l'eau du 16 au 18 septembre à Barcelone. La rencontre a rassemblé 450 participants venus de plus de 85 pays.

Outre les sessions plénières et les sessions régionales, 12 sessions thématiques ont abordé une diversité de sujets relatifs aux partenariats entre opérateurs du secteur de l'eau : l'assainissement et la gestion des eaux usées (pour la première fois), la relation entre collectivités locales et opérateurs dans le cadre des WOP, gouvernance et intégrité des opérateurs, mesure des performances des opérateurs et des WOP, réduction des pertes en eau et en énergie, gestion intégrée des eaux urbaines et fourniture de services plus équitable.

Le pS-Eau est intervenu dans 2 sessions :

- la session « Assainissement, eaux usées et WOP », organisée par le SIAAP et introduite par le pS-Eau ;
- la session « Financement et WOP », durant laquelle le pS-Eau a présenté les enjeux et les opportunités de la coopération décentralisée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

• www.gwopa.org/en/congress



• Symposium Borda «Integrated management of used-water and sanitation»

Du 11 au 10 novembre à Brême, dans la continuité des travaux conduits dans le cadre du 7e Forum mondial de l'eau, l'ONG allemande Borda a organisé une rencontre entre spécialistes du secteur pour débattre d'une approche plus intégrée des services d'assainissement et des eaux usées, avec l'ensemble du cycle de l'eau urbain et avec les autres services urbains. Le pS-Eau a fait, avec le SIAAP, une présentation sur l'expérience française de la coopération décentralisée dans le secteur de l'assainissement.

• Atelier sur les opérateurs des services d'eau en Asie du Sud-Est

Dans le cadre de cet atelier, organisé par le Gret et le WSP le 21 novembre à Phnom Penh et qui portait sur le renforcement des opérateurs des services d'eau en Asie du Sud-Est, le pS-Eau a partagé les enseignements de ses

expériences de suivi technique et financier acquises dans les petits centres d'Afrique de l'Ouest. Cette mission a aussi été l'occasion de définir des perspectives d'animation et d'échanges en Asie du Sud-Est.

COP 21

Durant la COP 21 qui s'est tenue à Paris du 30 novembre au 11 décembre, le pS-Eau a animé ou participé aux événements suivants :

- animation d'une session sur «Les pays francophones face aux enjeux de l'eau et du changement climatique» ;
- participation à l'atelier « Le 1% solidaire des services publics urbains du Grand Paris : une réponse pragmatique face au dérèglement climatique » organisé à l'initiative du SEDIF ;
- participation à la conférence « Eau, mégapoles et changement global », à l'UNESCO ;
- participation à la session « Les collectivités territoriales s'engagent dans la lutte contre le dérèglement climatique » ;
- participation à la session «Eau et Climat, impact sur le cycle de l'eau : les stratégies entre autorités locales» sur le stand du Département du Val de Marne en présence du Maire de Zinder.

Lors de la journée Eau de la COP21 organisée le 2 décembre, le pS-Eau a également mis en avant le « Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique » qu'il a signé lors de l'Euro Riob à Thessalonique.

Débats entre les acteurs du réseau

Les « Jeudis du pS-Eau »

En 2013, le pS-Eau a lancé son nouveau lieu d'échanges et de débats : les Jeudis du pS-Eau. Organisés 4 fois par an, ce sont des moments conviviaux entre les membres du réseau, qui permettent de se réunir pour échanger et débattre de sujets transversaux, parfois polémiques, qui intéressent nos partenaires et font l'actualité du secteur de la solidarité pour l'eau et l'assainissement.

Quatre débats de 2 heures ont été organisés en 2015, avec une trentaine de participants et des intervenants experts des sujets abordés :

- le 5 novembre à Paris, Jeudis du pS-Eau n°9 : Un ODD eau adopté : quid de son appropriation et de sa mise en œuvre dans les pays en développement ?
- le 12 novembre à Bordeaux, Jeudis du pS-Eau n°10 : Eau et changement climatique. Quels impacts dans les pays du Sud, quelles pistes de solutions ?
- le 3 décembre à Grenoble, Jeudis du pS-Eau n°11 : L'accès à l'eau potable défi du XXI^e siècle : quelle implication des acteurs locaux dans le cadre des coopérations internationales ?

• Comptes-rendus sur www.pseau.org/jeudis

• Pour recevoir les invitations aux Jeudis du pS-Eau, contacter Aïssatou N'Diaye-Sydney : ndiaye@pseau.org

• Recensement et valorisation des acteurs et de leurs actions

Afin de disposer d'une vision globale et objective de la coopération non gouvernementale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau assure le recensement des projets menés et des acteurs mobilisés. Il diffuse ces informations dans des bases de données consultables librement sur son site internet.

• Bilan du dispositif de la loi Oudin-Santini

A l'occasion des dix ans de la loi Oudin-Santini, le pS-Eau a publié l'étude « Bilan du dispositif et analyse des actions financées via le 1 % et la coopération décentralisée ». Le rapport établit le bilan financier et qualitatif de la loi, et met en évidence les plus-values de la coopération décentralisée et non gouvernementale tant pour les collectivités et acteurs du Nord que du Sud.

• Monitoring des engagements financiers de la coopération décentralisée

Comme chaque année, le pS-Eau a collecté les données sur les engagements financiers pris l'année précédente par les acteurs de la coopération décentralisée. Cette collecte est réalisée par enquête auprès des principaux acteurs de la coopération décentralisée et auprès des agences de l'eau. Les données sont ensuite complétées à l'aide des documents de projets et plans de financement communiqués par les financeurs ou les porteurs de projet. L'analyse de ces données permet d'estimer le montant



total de la coopération décentralisée dédié à l'eau et l'assainissement, sa répartition par type d'acteurs, la part issue de la loi Oudin-Santini, etc. Comme les années précédentes, ces analyses ont été synthétisées en 2015 dans une plaquette intitulée « Bilan 2014 de l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de bassin pour l'eau et l'assainissement », disponible sur le site du pS-Eau.

• Annuaire des acteurs du secteur

Contenant aujourd'hui plus de 30 000 contacts, dont les coordonnées sont accessibles pour certaines directement en ligne, l'annuaire du pS-Eau recense les acteurs clés de la coopération internationale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, leurs partenaires du Sud,

mais aussi des partenaires techniques et financiers répartis dans plusieurs pays, notamment en France et en Afrique francophone, qu'ils soient ONG, bureaux d'études, consultants, experts, organismes de recherche et de formation, institutions internationales, etc.

- www.pseau.org/organismes

• Atlas des actions eau et assainissement

Qui sont les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant dans un même pays ou dans une même région ? Quels sont les partenaires techniques mobilisés ? Quelle est l'origine des sources de financement ? Quels types d'ouvrages sont réalisés ?

A toutes ces questions, le système de « fiches-actions » de l'Atlas en ligne de la coopération décentralisée et non gouvernementale eau et assainissement, élaboré par le pS-Eau, fournit des réponses sur actuellement plus de 1 500 actions identifiées, chacune géo-référencée.

- www.pseau.org/outils/actions/

Mise à disposition d'informations sur le secteur

Pour répondre à un fort besoin des acteurs de la solidarité internationale, basés en France et dans les pays du Sud, de disposer d'informations utiles pour leurs interventions dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau assure une veille permanente et met à disposition toutes les informations concernant l'actualité du secteur et de ses acteurs : évolution des politiques sectorielles nationales, initiatives et expériences en cours, événements, opportunités de financement, offres d'emploi, appels à propositions, offres de formation, etc.

Ces informations sont diffusées par différents moyens accessibles à tous les acteurs, au Nord comme au Sud.



Une Lettre d'information diffusée à tout le réseau

Moyen d'information et de communication privilégié du pS-Eau, la lettre est la production écrite la plus diffusée par l'association. Elle est un moyen à la fois de tenir les partenaires informés des activités du pS-Eau et des actualités du secteur, et de faire connaître et diffuser les enseignements de programmes d'actions ou de recherches menés par les acteurs français de coopération. Au total, chaque numéro est diffusé à environ 1 200 exemplaires en format papier, et à 29 000 destinataires par courrier électronique, touchant ainsi une grande diversité d'acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement.

• Un site internet pour se documenter

Afin de répondre en permanence aux besoins des acteurs du secteur en termes de recherche de partenaires, d'informations, de savoirs, etc. le site web du pS-Eau est continuellement enrichi de nouvelles pages, et met à disposition toute l'actualité sur le secteur. Certaines pages sont également disponibles en anglais.

• Des mailings ciblés aux membres du réseau

Le pS-Eau envoie régulièrement à ses abonnés par e-mail des informations spécifiques pouvant les concerner : grands événements du secteur (rencontres), opportunités de financement (appels à propositions, etc.), publications. Ces mailings sont ciblés en fonction des intérêts, des missions et de la localisation géographique des destinataires, qui peuvent eux-mêmes choisir leur type d'abonnement.

En 2015, 70 diffusions ciblées ont été réalisées par courrier électronique aux membres du réseau pour informer sur les grands événements du secteur (rencontres, appels à propositions, etc.).

• Une bibliothèque numérique et une base Pédag'eau

Le travail de veille documentaire et d'enrichissement de la bibliothèque numérique est mené de manière continue par l'équipe du pS-Eau.

En 2015, près de 680 documents (ouvrages, guides, etc.), qui viennent s'ajouter à un éventail déjà très large de publications sur le secteur, ont été rendus disponibles au public sur le site du pS-Eau. Près de 3 200 documents de référence (dont 2 900 téléchargeables direc-

tement), ainsi que plus de 1 800 documents pédagogiques (dont près de 1 200 téléchargeables), sont ainsi actuellement consultables sur la bibliothèque numérique et la base de données Pédag'eau.

Parallèle à la base documentaire générale, la base Pédag'eau est un répertoire en ligne des outils pédagogiques eau, assainissement & coopération, mis en place en partenariat avec l'ARENE Ile-de-France. Cet outil permet à différents acteurs (collectivités, associations, enseignants, animateurs...) de trouver les structures et les outils les mieux adaptés pour les accompagner dans leur démarche d'éducation au développement. Il propose de nombreux outils, livres, revues périodiques, ouvrages de documentation, documents pédagogiques écrits, maquettes pédagogiques, expositions, récits d'expériences, jeux, CD-ROM, cassettes vidéo, audio, etc. dont certains sont directement téléchargeables.

En 2015, ces ajouts totalisent 27 000 pages et 30 heures de films vidéo en ligne.

- www.pseau.org/outils/biblio/

• Le pS-Eau sur les réseaux sociaux

Afin de communiquer certaines informations de manière plus informelle et plus spontanée, toucher un public parfois un peu différent de celui des autres vecteurs de communication, et créer un sentiment d'appartenance à une communauté, le pS-Eau a créé en 2012 sa page Facebook et sa page Twitter.

Fin 2015, le pS-Eau rassemblait 1000 « fans » sur Facebook et 500 abonnés sur Twitter, soit une augmentation respective de 400 abonnés et de 200 followers.

Un centre de ressources constamment enrichi

Le pS-Eau a poursuivi tout au long de l'année 2015 le référencement détaillé des actions menées par la coopération française décentralisée et non gouvernementale : 217 nouvelles actions ont été saisies et renseignées en 2015.

De nouvelles publications du secteur, toutes zones géographiques confondues, et toutes thématiques liées aux problématiques d'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement, ont été recensées dans la bibliothèque numérique du pS-Eau : plus de 450 nouvelles références saisies en 2015, portant à 2 760 le nombre total de documents téléchargeables en ligne.

Pour ne rater aucune info, rejoignez-nous sur :

 www.facebook.com/pSEau

 www.twitter.com/pSEau

Contacts

- Michel Taquet : communication@pseau.org

- Aïssatou N'Diaye-Sydnei : ndiaye@pseau.org

Budget et organisation

Diversification des sources de financement

Créé en 1984, le pS-Eau est structuré depuis 2000 en association loi 1901. Elle est présidée par Pierre-Frédéric Ténrière-Buchot.

Le conseil d'administration compte 17 membres en 2015. Une équipe permanente de 12 personnes est dirigée par Pierre-Marie Grondin, qui en applique les décisions.

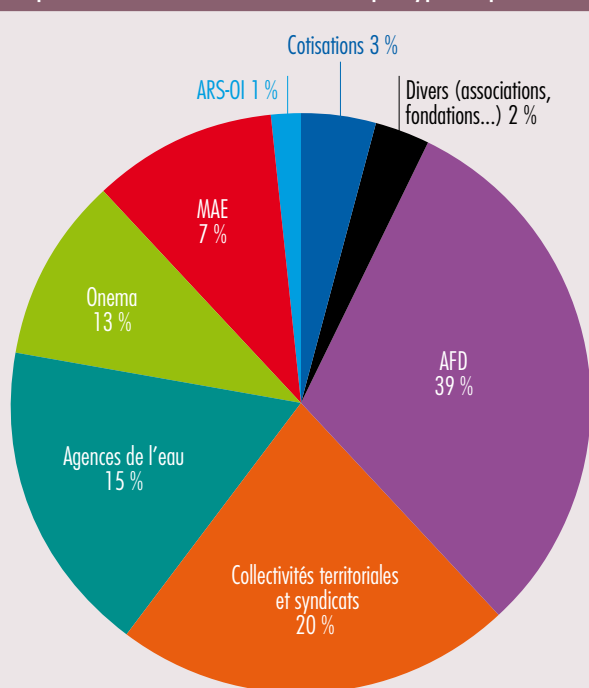
Le budget du pS-Eau en 2015 voisine 1,5 million d'euros. La diversification des sources de financement s'est confirmée avec une participation accrue des collectivités territoriales et des syndicats d'eau ou d'assainissement.

Dernière année d'un programme de 3 ans en 2015, le soutien de l'AFD est demeuré le plus important ; il représente près de 40 % des ressources. Le soutien de l'Etat, majoritaire et indispensable, s'est concrétisé par les engagements continus, outre de l'AFD, du ministère en charge de l'Environnement (via l'Onema) et celui des Affaires étrangères.

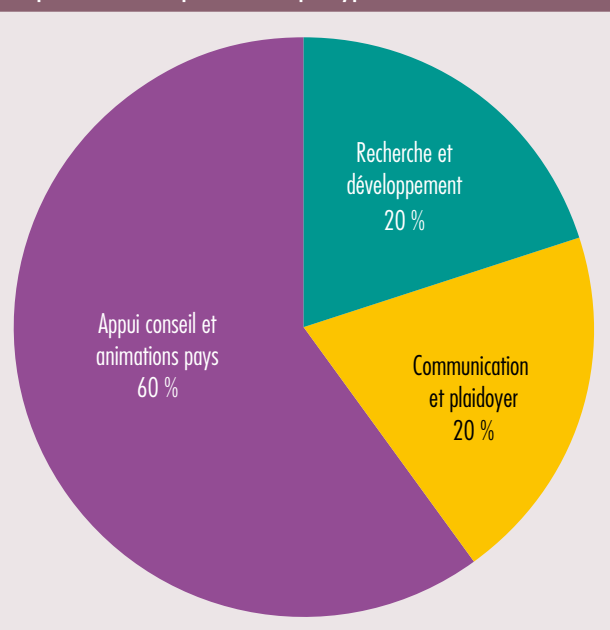
Rappelons que le pS-Eau est parvenu à ramener ce soutien, assuré à 100 % par l'Etat en 2000, à 60 % en 2012, niveau auquel il se stabilise depuis. Il correspond au niveau minimal nécessaire pour permettre au pS-Eau de remplir ses fonctions.

L'appui des collectivités, comme celui des agences de l'eau, reste stable grâce à la hausse de l'appui de certains partenaires (SIAAP) qui compense la baisse enregistrée sur d'autres (particulièrement les départements et les régions). Malgré les pressions budgétaires de plus en plus fortes qu'ils connaissent, ces acteurs assurent toujours plus de 35 % du budget.

Répartition des sources de financement par types de partenaires



Répartition du temps de travail par type d'activités



La présence d'une antenne à Lyon, possible grâce à l'appui de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, de la communauté urbaine de Lyon et du conseil régional Rhône-Alpes voit son intérêt confirmé et l'appui qu'elle apporte de mieux en mieux reconnu.

La fonction d'appui-conseil auprès des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale constitue la principale activité du pS-Eau (60 %). Le nouveau champ d'activité qui s'est ouvert sur l'Océan indien et la hausse des actions au Liban ont accru cette prédominance. De nouveaux partenaires financiers tant français qu'étrangers ou multilatéraux rejoignent progressivement ces plateformes.

La fonction Communication et plaidoyer continue à se développer et permet la mise à disposition de nouveaux outils.

L'activité de Recherche et Développement reste fortement ciblée sur l'assainissement, notamment en lien avec d'autres partenaires internationaux du secteur. L'année 2015 a été marquée par la tenue du 7^e Forum mondial de l'eau à Daegu et la Cop 21. Le pS-Eau a conduit une action de plaidoyer très importante, tant au niveau mondial avec sa participation à l'adoption de l'objectif 6 de développement durable, qu'en France avec le lancement de la Campagne des Elu(e)s de l'eau. Le pS-Eau a également été co-leader de la thématique de l'assainissement à Daegu.

Le conseil d'administration

Les membres du bureau

Président	Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT
Vice-Président	Jacky COTTET
Trésorier	Bruno VALFREY, Hydroconseil
Secrétaire	Thierry VANDEVELDE Fondation Veolia Environnement

Les membres du conseil d'administration

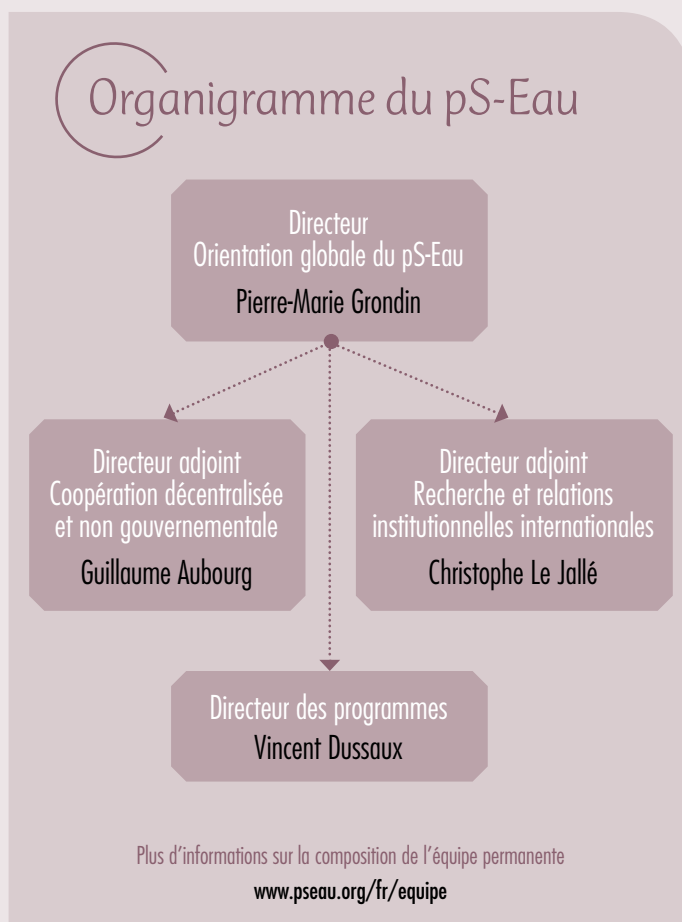
M. Stéphane CAMBOU, Conseil régional du Limousin
 Mme Virginie BINEAU, Eau Vive
 M. Dominique GEOFFRAY, Aquassistance
 M. Jean Paul COLIN, Lyon Métropole
 Mme Anne HIDALGO, Association Internationale des Maires Francophones (AIMF)
 M. Roland RIES, Cités Unies France (CUF)
 M. Jean-Luc MOUDENC, France Urbaine
 M. Serge LEPELTIER, Académie de l'Eau
 M. Olivier BRUYERON, Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET)
 Mme Celia BLAUEL, Mairie de Paris
 M. Loïc MAHEVAS, Espelia
 M. Sendy VEERABADREN, Croix-Rouge Française
 M. Olivier THIBAULT, agence de l'eau Artois Picardie
 M. Hervé GOUYET, Electriciens Sans Frontières

Membres d'honneur

- René ALA, ambassadeur de France, président d'honneur
- Association des Maires de France

Membres associés

Agence Française de Développement
 Ministère des Affaires étrangères et du Développement international
 Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, chargé des relations internationales sur le climat





L'équipe du pS-Eau en 2015

Directeur

Pierre-Marie Grondin	grondin@pseau.org	01 53 34 91 26
----------------------	--	----------------

Comptabilité

Houharia Farsi	farsi@pseau.org	01 53 34 91 20
----------------	--	----------------

Directeur adjoint Recherche et relations institutionnelles internationales

Christophe Le Jallé	le-jalle@pseau.org	01 53 34 91 24
---------------------	--	----------------

Directeur adjoint Coopération décentralisée et non gouvernementale

Guillaume Aubourg	aubourg@pseau.org	01 53 34 91 23
-------------------	--	----------------

Directeur des programmes

Vincent Dussaux	dussaux@pseau.org	01 53 34 91 27
-----------------	--	----------------

A Paris

Béatrice Tournonnias	tournonnias@pseau.org	01 53 34 91 30
----------------------	--	----------------

Michel Taquet	taquet@pseau.org	01 42 06 07 67
---------------	--	----------------

Céline Noblot	dans l'équipe jusqu'en novembre 2015	
---------------	--------------------------------------	--

En Bretagne

Sylvette Milin	milin@pseau.org	09 50 26 80 64
----------------	--	----------------

A Lyon

Philippe Mouton	mouton@pseau.org	04 26 28 27 91
-----------------	--	----------------

Sophie Charpentier	charpentier@pseau.org	04 26 28 27 91
--------------------	--	----------------

A Montpellier

Christophe Brossé	med@pseau.org	04 67 55 61 18
-------------------	--	----------------

A Mayotte

Grégoire Duband	duband@pseau.org	
-----------------	--	--

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Son but : accompagner les initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau.

Le programme est soutenu depuis son origine par les pouvoirs publics français, le ministère des Affaires étrangères en premier lieu, le ministère en charge de l'Environnement, et aujourd'hui principalement l'Agence Française de Développement.

Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs français et internationaux, aussi bien des pays du Nord que du Sud, des acteurs non gouvernementaux que des coopérations bilatérales et multilatérales, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations du plus modeste des acteurs aux porteurs de projets les plus vastes.

Le pS-Eau est un réseau d'acteurs regroupant 33 000 correspondants engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous.

programme
Solidarité-Eau



programme Solidarité Eau
32, rue Le Peletier
75009 Paris
T. 33 (0)1 53 34 91 20
pseau@pseau.org

www.pseau.org

Antenne Lyon-Méditerranée
80, cours Charlemagne
69002 Lyon
T. 33 (0)4 26 28 27 91
lyon@pseau.org